

En congrès national, les retraités assurent que sans eux "la société s'arrêterait !"

Ces mardi et mercredi se tenait, à La Londe, le congrès annuel de la Fédération nationale des associations de retraités. Ses responsables y ont parlé revalorisation des retraites et autonomie. Entre autres.



La Fédération nationale des associations de retraités célèbre cette année les cinquante ans de sa création. **Photo V. R.**

C'est un jeune président qui recevait, ces mardi et mercredi à La Londe, les membres et congressistes de la Fédération nationale des associations des retraités. Âgé de "seulement" 72 ans – "*C'est jeune pour un président de la Fnar*", assure-t-il –, Pierre Conti a été réélu à la tête de la structure qui rassemble quelque 80.000 adhérents. Avec Marie-Christine Chambe, réélue vice-présidente, le duo évoque la situation des retraités en France et les enjeux qui concernent ces seize millions de personnes.

Aujourd'hui, les questions qui touchent aux seniors semblent peu visibles. Ressentez-vous une difficulté à faire entendre vos revendications?

Pierre Conti: Il est vrai que les pouvoirs publics n'ont pas l'air de s'intéresser beaucoup à l'opinion des retraités. Il y a des hiatus considérables dans le traitement par exemple de la fiscalité, des dépenses complémentaires santé. Des points que nous portons devant les commissions sociales de l'Assemblée nationale et du Sénat. Nous avons l'ambition d'être pleinement acteur du débat public, mais nous manquons d'espace pour être entendus.

M.-C. C.: Un exemple en est que notre confédération (*la Confédération française des retraités, Ndlr*) a un siège au Conseil économique social et environnemental. Mais un seul, alors que nous représentons seize millions de personnes!

Comment l'expliquez-vous?

Marie-Christine Chambe: Une difficulté, c'est qu'on considère les retraités "en général". Mais leurs besoins varient en fonction de leur niveau de revenu: la preuve, c'est qu'on entend d'un côté que les retraités ont un fort pouvoir d'achat et de l'autre qu'il faut revaloriser les petites retraites. Parlons aussi de la situation des femmes, qui ont des carrières incomplètes. Et puis, les besoins des retraités évoluent selon leur âge: entre celui qui a 62 ans et celui qui en a 82, ce sont deux générations différentes. Non, parler de retraité en général, ça ne veut rien dire!

P. C.: On ne comprend pas pour quoi seize millions de personnes ne représentent pas un enjeu politique.

Pensez-vous que la société française soit "âgiste", c'est-à-dire "méconsidère" ses citoyens les plus âgés?

P. C.: Il est possible qu'une partie de la société et des pouvoirs publics nous perçoive de façon erronée, comme des gens qui n'apportent pas grand-chose parce que ce que nous faisons n'est pas matérialisé par des euros. Mais sans nous la société s'arrêterait!

M.-C. C.: Nous sommes sur une autre dimension, celle d'une économie souterraine à travers le monde associatif, mais aussi les services à la personne. On le voit notamment avec la question des aidants familiaux qui, pour beaucoup, sont des retraités.

Nous ne sommes pas des nantis!

Comment redonner une place plus valorisée aux retraités?

M.-C. C.: À mon avis, le monde va changer. Je regardais récemment le magazine *Vieux*, piloté par Antoine de Caunes, qui a 70 ans: cette fameuse génération du *baby-boom* arrive à la retraite et va donner plus de visibilité aux seniors.

P. C.: Et puis, il y a la question démographique: il y aura tellement de vieux qu'il ne sera plus possible d'écarter toute cette catégorie de la population (*dans le Var, 33,5% des habitants ont plus de 60 ans selon l'Insee, 31% dans les Alpes-Maritimes, Ndlr*) !

Parmi les problématiques qui concernent les retraités, la question financière apparaît comme un enjeu majeur.

P. C.: Bien sûr, on tient à ce que nos pensions soient revalorisées au minimum de l'inflation. Pas seulement pour les petites retraites, pour lesquelles il serait normal qu'elles soient davantage valorisées, mais pour toutes: nous ne sommes pas des nantis!

Nous avons aussi un chantier autour de la cotisation de 1% sur les retraites complémentaires Agirc-Arrco. Celle-ci est prélevée sur toutes les retraites afin de financer la Sécurité sociale: nous sommes les seuls Français à le faire par nos revenus, ce que nous considérons comme une discrimination.

Un autre enjeu que vous avez repéré, c'est bien sûr la question de l'autonomie, croisée avec celle des aidants: comment faut-il agir sur ces sujets?

M.-C. C.: Nous considérons en effet que l'investissement sur le grand âge n'est pas à la hauteur. Nous demandons donc un grand plan général, afin de s'assurer que des mesures – formation de professionnels valorisés, solvabilité des besoins – soient prises et que leur financement soit garanti par une vision pluriannuelle évaluée à trente milliards d'euros sur trois ou quatre ans.

Nous sommes aussi favorables à une allocation unique autonomie, identique sur tout le territoire, et plus globalement à des mesures de justice et d'équité.

Alors que la Fnar célèbre ces cinquante ans, de quels moyens dispose-t-elle pour porter ses revendications actuelles et à venir?

P. C.: Nous avons des délégués départementaux et régionaux qui portent la parole de la Fédération auprès des députés, sénateurs et maires des principales villes. Nous avons probablement davantage leur oreille dans des départements comme le Var et les Alpes-Maritimes qu'ailleurs.

M.-C. C.: Nous essayons aussi d'être présents sur les réseaux sociaux, sur LinkedIn notamment, pour que nos idées cheminent.